

L'ADMINISTRATION PUBLIQUE : UN PILIER CENTRAL DE L'ÉCONOMIE DU TERRITOIRE TRANSFRONTALIER

SYNTHÈSE ⁱ

Le territoire transfrontalier se distingue par un marché du travail dynamique, une croissance démographique importante et une population plus jeune et davantage intégrée au marché du travail. Ces caractéristiques sont en partie attribuables à l'attractivité et à la stabilité générées par la forte présence de l'administration publique fédérale, qui procure des emplois de qualité à la population et des bénéfices économiques liés aux investissements. Il s'agit d'une caractéristique importante qui unifie le territoire transfrontalier et qui le distingue du reste du Québec et de l'Ontario. Néanmoins, les retombées de la fonction publique fédérale se concentrent en milieu urbain et périurbain. L'analyse de l'évolution des indicateurs économiques démontre également que les périodes de compression du gouvernement fédéral ont eu des répercussions importantes non seulement sur le secteur de la fonction publique, mais également sur les commerces et autres services connexes. Cet enjeu de diversification affecte non seulement l'Outaouais, mais également l'Est ontarien et Ottawa.

ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES DE COLLABORATION TRANSFRONTALIÈRE

Avec les nouvelles mesures sanitaires mises en place pour faire face à la pandémie, la pratique du télétravail a monté en flèche en 2020. L'Outaouais est sans doute une des régions qui sera le plus touchée par ces changements, car son moteur économique, la fonction publique, vit actuellement une transformation en profondeur avec l'essor du télétravail. Ces nouvelles pratiques susceptibles de s'implanter durablement après la crise poseront des défis importants, mais créeront en même temps de nouvelles perspectives et dynamiques pour le territoire transfrontalier.

EN UN COUP D'OEIL

Parmi la population active âgée de 15 ans et plus, 19,7 % (167 415 travailleurs) occupent un emploi dans le secteur des administrations publiques.

L'Outaouais, avec une proportion de 21,5 % de travailleurs dans ce secteur comparativement à 6,2 % au Québec, se hisse d'ailleurs au premier rang parmi les régions québécoises. L'Est ontarien se démarque tout autant avec une proportion de 19,1 % de la population active qui travaille dans l'administration publique, comparativement à 5,8 % pour l'Ontario.

L'administration publique constitue un moteur économique qui a des répercussions de part et d'autre du territoire transfrontalier, mais avec des variations importantes. C'est à Gatineau (23,5 %), dans la MRC des Collines-de-l'Outaouais (22 %) et à Ottawa (20,5 %), où les proportions de travailleurs dans ce secteur sont les plus fortes, que les retombées de l'administration publique se font surtout sentir. Les comtés de Renfrew (16,2 %) et de Prescott-Russell (14,3 %) profitent aussi de ces retombées avec des proportions relativement élevées de travailleurs dans ce domaine, tandis que l'administration publique a moins d'impact dans la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau (9,7 %), le comté de Lanark (9,1 %) et les MRC de Papineau et de Pontiac (8,8 %), où la proportion de travailleurs dans ce secteur se rapproche de la moyenne provinciale.

La proportion de la population active qui occupe un emploi dans le secteur des administrations publiques est passée de 18,9 % en 2006 à 19,7 % en 2016 sur le territoire transfrontalier. Le nombre de travailleurs occupant un emploi dans ce secteur a augmenté dans tous les territoires. À Gatineau, toutefois, les travailleurs dans l'administration publique ont augmenté moins rapidement que la population active, ce qui signifie une plus grande diversité économique.

ATOUTS ET OPPORTUNITÉS

- La forte présence de la fonction publique fédérale sur le territoire transfrontalier est un vecteur de croissance, de résilience et de stabilité économique.
- Dans tous les territoires, la proportion de travailleurs dans l'administration publique est plus élevée que la moyenne provinciale.
- Le nombre de travailleurs dans la fonction publique fédérale est en augmentation depuis 2017 sur l'ensemble du territoire transfrontalier.
- Les emplois dans l'administration publique locale (municipale et MRC) ont augmenté entre 2006 et 2016.
- Les emplois dans l'administration publique sont de plus en plus axés sur le savoir, c'est-à-dire qu'ils exigent un niveau plus élevé d'études, de formation et d'expérience et des compétences supérieures en résolution de problèmes. Les emplois associés à de hauts savoirs sont reconnus pour générer davantage de retombées économiques sur le territoire.
- L'essor des pratiques de télétravail dans la fonction publique a contribué à la rétention des fonctionnaires sur les territoires et pourrait avoir des effets bénéfiques sur la revitalisation des territoires, l'achat local et le sentiment d'appartenance.

FAIBLESSES ET ENJEUX

- La forte présence de la fonction publique fédérale sur le territoire transfrontalier crée une situation de dépendance et une faible diversification économique qui affectent l'économie dans les périodes de compression des effectifs.
- Le nombre de travailleurs dans la fonction publique provinciale a diminué sur l'ensemble du territoire transfrontalier entre 2006 et 2016.
- Le rayonnement de la fonction publique fédérale n'atteint pas l'ensemble du territoire transfrontalier :
 - La totalité des laboratoires fédéraux est située à Ottawa.
 - Entre 2010 et 2015, les entreprises de l'Outaouais ont obtenu seulement 4 % des contrats d'approvisionnement octroyés par le gouvernement fédéral dans la RMR, alors que celles d'Ottawa ont obtenu 96 % des contrats.
 - Les retombées de la fonction publique fédérale se concentrent majoritairement en milieu urbain et périurbain, et demeurent faibles pour les milieux ruraux (particulièrement les MRC de Pontiac, de la Vallée-de-la-Gatineau et de Papineau).
- La répartition des ministères entre les deux rives (25 % vs 75 %) n'est pas atteinte : en 2014, seulement 20,58 % des emplois se trouvaient sur la rive québécoise à Gatineau.
- L'attractivité d'Ottawa et de la fonction publique fédérale, qui offre des conditions de travail et des salaires avantageux, engendre des défis de recrutement de main-d'œuvre pour les entreprises et les organisations de l'Outaouais.
- L'essor des pratiques de télétravail dans la fonction publique pourrait générer divers enjeux de dévitalisation, notamment dans les centres-villes qui abritent plusieurs édifices fédéraux.

Pour en savoir plus

Desrochers, F. et B. Schepper. La contribution de la fonction publique à l'économie canadienne, IRIS, 2019.

Doucet, C. (2020). Administration publique. Dans C. Doucet (dir.), État de situation socioéconomique de l'Outaouais et de ses territoires – 2020, Observatoire du développement de l'Outaouais.

Doucet, C. en collaboration avec M. Charron (2021). Les défis et opportunités générés par l'essor du télétravail en Outaouais. Bulletin l'Outaouais sous la loupe, édition février-mars.